

délibération :
D_2019_6_11

Nombre de conseillers en
exercice : 19

Présents : 15

Votants : 19

**Objet : Audit
vidéoprotection sur la
commune**

SEANCE DU 10 DECEMBRE 2019

L' an deux mille dix neuf , le mardi 10 décembre à 20 h 30, le Conseil Communal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Salle du Conseil Municipal - Mairie, sous la présidence de Monsieur BRUNEAU Alain, Le Maire.

Date de convocation du : 03 Décembre 2019

Présents : Monsieur BRUNEAU Alain, Madame BIGEON Michèle, Madame ROUX Eliane, Monsieur VIDAL Bernard, Monsieur LOUSTALNEAU Jean-Louis, Monsieur CARAYOL Alain, Madame FORSES Florence, Monsieur DUFOR Frédéric, Madame PRADEL Céline, Madame BAC Elodie, Madame MONJOU Marilyne, Monsieur PIJOLAT Jean-Louis, Madame BASTIEN Joëlle, Madame GARNESON Catherine, Monsieur DURAND Fabrice

Pouvoirs :

Monsieur MARRONCLES Pascal a donné pouvoir à Madame ROUX Eliane
Monsieur RODIER Jean-François a donné pouvoir à Madame GARNESON Catherine
Monsieur MARRE Francis a donné pouvoir à Madame BASTIEN Joëlle
Madame RUELLE Prisca a donné pouvoir à Madame PRADEL Céline

Absent(s) :

Excusé(s) : Monsieur MARRONCLES Pascal, Monsieur RODIER Jean-François, Monsieur MARRE Francis, Madame RUELLE Prisca

Secrétaire de Séance : Madame Elodie BAC

AUDIT VIDEOPROTECTION SUR LA COMMUNE

Au regard des actes de malveillance répétés et de nombreuses incivilités et dégradations survenues au cours de l'année dans des lieux publics et privés de la commune, Monsieur le Maire, attire l'attention du conseil à réfléchir sur la nécessité de mettre en place un dispositif de vidéoprotection dans la localité dont le concept a déjà été présenté par les services de la gendarmerie locale.

Afin de se positionner de manière éclairée, un diagnostic de vidéoprotection pourrait être utilement réalisé par l'intermédiaire du référent sûreté du groupement de la gendarmerie départementale du Cantal. Phase préliminaire du projet, cette étude, réalisée de manière gratuite, permettra de définir entre autres les emplacements méritant une couverture vidéo.

Ainsi, il invite les membres du conseil municipal à en débattre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- **SOLLICITE** auprès de Madame le Préfet du Cantal, l'aide des services de l'État afin d'obtenir le concours du référent sûreté du groupement de gendarmerie du cantal pour réaliser le diagnostic de vidéoprotection ;

- **ACCEPTE** le principe d'équiper la localité dans ses endroits stratégiques d'un dispositif vidéoprotection ;

- **SOLLICITE** de l'État une aide au titre du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) lors de la future mise en place de l'outil vidéo.

Pour : 0 Contre : 0 Abstention : 0

Au registre sont les signatures,
Pour copie conforme,
Le Maire,
A.BRUNEAU

